
Démocratisation et ingérence étrangère : le cas iranien



Clément Therme

Février 2009



Département
Moyen-Orient/Maghreb (MOM)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au coeur même du débat européen.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité
des auteurs.*

© Tous droits réservés - Ifri, Paris, 2009
ISBN : 978-86592-474-5

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax: +33 (0)1 40 61 60 60
E-mail : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles - Belgique
Tél. : +32 (2) 238 51 10
Fax : +32 (2) 238 51 15
E-mail : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : Ifri.org

Table des matières

INTRODUCTION.....	2
LE PROGRAMME DE DEMOCRATISATION AMERICAIN.....	4
DIMENSIONS MEDIATIQUES ET ETHNIQUES	
DE LA POLITIQUE IRANIENNE DE WASHINGTON.....	8
Les médias américains en persan.....	8
La dimension ethnique	9
LE DEVELOPPEMENT DES CONTACTS ENTRE LES DEUX SOCIETES	13
CONCLUSION	17

Introduction

« On ne peut promouvoir la liberté par la contrainte, ni l'égalité par la soumission¹ ».

L'isolement de l'Iran sur la scène internationale, la nature théocratique de son système politique, son statut d' « ennemi » des pays occidentaux en général et des Etats-Unis en particulier font de l'Iran un exemple original de tentative d'imposition de la démocratie venant de l'étranger. Il faut préciser ici qu'il y a une distinction à faire entre la politique européenne sur la question des droits de l'homme et le programme américain de démocratisation de l'Iran dont l'objectif est d'aboutir à un changement de régime (*regime change*)². Cette approche est contre-productive parce qu'elle conduit à penser que l'idée démocratique est instrumentalisée à des fins géopolitiques par les Etats-Unis. Ainsi, même si son intention est bonne, cette politique de démocratisation en Iran aboutit à un échec et met en danger des acteurs internes (association de défense des droits de l'homme, culturelle représentant les minorités ethniques...) qui voient leur travail compliqué par l'activisme démocratique de Washington.

Par ailleurs, « celui qui croit aux jugements absolus, donc transculturels, risque de prendre pour des valeurs universelles celles auxquelles il est habitué, de pratiquer un ethnocentrisme naïf et un dogmatisme aveugle, convaincu de détenir pour toujours le vrai et le juste. Il risque de devenir bien dangereux le jour où il décide que le monde entier doit bénéficier des avantages propres à sa société et qu'afin de mieux éclairer les habitants des autres pays, il est en droit de

Clément Therme, assistant de recherche à l'Institut français des relations internationales (Ifri), doctorant au Graduate Institute (Genève) et à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS, Paris).

Je tiens à remercier MM. Ramsay et Mistral pour leur relecture et leurs conseils.

¹ Tzvetan Todorov, *La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 286.

² Nous ne traiterons pas au cours de cet article de la politique de sanctions économiques unilatérales américaines qui s'inscrit également dans la stratégie de *regime change*.

les envahir. Tel est le raisonnement adopté par les idéologues de la colonisation, hier, mais aussi, bien souvent, par les apôtres de l'ingérence démocratique ou humanitaire aujourd'hui. L'universalisme des valeurs menace alors l'idée que les populations humaines sont égales entre elles, et donc aussi l'universalité de l'espèce³ ». Cette mise en garde de Todorov est suivie d'une dénonciation du nihilisme qui habite les partisans du relativisme culturel. En conséquence, dans le cas iranien, si les Occidentaux ne doivent pas renier ce qu'ils sont, leur croyance en certaines valeurs, ils doivent prendre garde à ne pas tenter de les imposer par des remèdes qui sont pires que le mal.

Nous étudierons d'abord le programme américain de démocratisation et les différents outils utilisés (médias, soutien aux minorités ethniques, développement des contacts entre les deux sociétés...) avant d'envisager, en conclusion, l'état d'avancement de l'idée démocratique en Iran.

³ Tzvetan Todorov, *La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*, Robert Laffont, Paris, 2008, p. 29.

Le programme de démocratisation américain

Le concept de démocratisation sera ici défini comme étant un processus conduisant à la mise en place d'un cadre juridique permettant la tenue d'élections libres et équitables. Ces élections sont une condition indispensable mais pas suffisante à la démocratisation comme le montre, depuis 2003, l'exemple irakien. Ce processus doit être porté par une évolution politique interne qui a réussi lorsque le pouvoir n'est plus dévolu à un groupe de personnes (dans le cas iranien, à une oligarchie compétitive) mais dépend d'un ensemble de règles institutionnelles⁴. La définition de l'ingérence étrangère sera dans cet article limitée au champ démocratique. Nous ne prendrons donc pas en compte les cas d'ingérence humanitaire. L'ingérence démocratique, pour reprendre l'expression de Todorov, apparaît à partir du moment où un acteur étranger (Etat, ONG...) s'immisce dans les affaires d'un autre pays afin de « démocratiser » son système politique. Le financement américain de la « démocratie » en Iran s'inscrit dans ce cadre. Il constitue d'ailleurs, selon le gouvernement iranien, une violation des accords d'Alger de 1981. Ceux-ci ont été adoptés pour mettre un terme au contentieux né de la crise des otages de 1979-1980. Ces accords disposent que les deux parties s'engagent à ne pas interférer dans les affaires internes de l'autre⁵. Toutefois, on peut aussi remarquer que l'Iran s'ingère parfois dans les affaires internes d'autres Etats de la région (Liban, Irak, Syrie par exemple).

D'autre part, il y a toujours eu dans la politique extérieure américaine une tentation de mener des actions en faveur de l'éclosion de la démocratie dans les pays ayant des régimes politiques autocratiques ou totalitaires. Les modèles qui sous-

⁴ Nous nous inspirons ici de la définition proposée par Mahmood Monshipouri dans *Democratization, Liberalization and Human Rights in the Third World*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 1995, p. 16.

⁵ Voir le texte officiel, http://www.parstimes.com/history/algiers_accords.pdf

tendent l'ambition démocratique américaine en politique extérieure datent des lendemains de la seconde guerre mondiale. Ainsi, pour mettre dans une perspective historique la reconstruction de l'Irak au lendemain de l'intervention militaire de 2003, les néo-conservateurs américains ont eu recours aux exemples allemand et japonais. Concernant l'Iran, le modèle à appliquer serait cette fois-ci, celui de la fin de la guerre froide et de l'effondrement des régimes communistes totalitaires d'Europe de l'Est. C'est cet exemple historique qui devrait permettre le renversement du régime « totalitaire » iranien. Cette hypothèse de travail n'est pas que théorique puisque que la création, en 1998, du Persian Service de Radio Free Europe basé à Prague s'inscrit dans ce cadre conceptuel. Cette politique américaine suscite une réponse de la République islamique qui a multiplié ces dernières années les arrestations d'intellectuels iraniens ou irano-américains (Ghassemlou, Haleh Esfandiari...) accusés de fomenté une révolution de velours en Iran sous la direction des services de renseignement américain⁶. Haleh Esfandiari a dû faire des confessions publiques au cours desquelles elle a avoué avoir tenté d'organiser une « révolution colorée »⁷ en Iran. Ce rôle des Etats-Unis et des ONG internationales dans la chute de l'URSS et dans l'évolution pro-occidentale de certains pays de l'ancien espace soviétique est d'ailleurs une préoccupation des élites politiques iraniennes et singulièrement du Guide suprême. Il craint par exemple l'instrumentalisation des intellectuels iraniens pro-occidentaux par les Etats-Unis dans l'objectif de renverser la République islamique⁸.

Il est par ailleurs avéré que des ONG américaines ont joué un rôle dans les révolutions colorées qu'il s'agisse du National Democratic Institute (NDI), l'International Republican Institute (IRI), Freedom House, de la Fondation Soros (notamment l'Open Society Institute)⁹. Dans le cas iranien, le

⁶ Voir Denis Bauchard, « Iran 2007 : défis et incertitudes », Perspectives Moyen-Orient/Maghreb, IFRI, n°5, mai 2007, p. 4.

⁷ On appelle « révolution colorée » les transitions politiques en Géorgie (novembre 2003), en Ukraine (novembre-décembre 2004) et au Kirghizstan (mars 2005).

⁸ Voir Karim Sadjadpour, « Reading Khamenei. The World View of Iran's Most Powerful Leader », Carnegie Endowment for International Peace, 2008, pp. 17-18.

⁹ Voir sur cette question, Régis Genté, « Les ONG internationales et occidentales dans les "révolutions colorées". Des ambiguïtés de la démocratisation », in Revue Tiers Monde, n°193, janvier-mars 2008, pp. 55-66. L'origine de ces révolutions colorées serait une combinaison d'éléments exogènes et endogènes ; l'élément exogène apportant son concours à l'endogène... Par ailleurs, Lucan Way remarque que plus le lien entre l'Etat autoritaire et l'Occident est fort, plus sa stabilité est mise à l'épreuve. L'auteur conteste également l'importance des financements étrangers des mouvements politiques instigateurs des révolutions colorées dans « The Real

programme de démocratisation finance entre autres la New America Foundation (NAF). Le Directeur de l'initiative pour la Global Governance de la NAF estime que la politique de changement de régime en Iran va conduire à l'amour (*Iran. Regime Change will lead to love*¹⁰). Face à ce que Téhéran perçoit comme une menace des ONG occidentales (sur le modèle de l'expérience de l'espace post-soviétique où elles se sont installées en grand nombre au lendemain de l'explosion de l'URSS), les autorités iraniennes ont, pour se prémunir contre toute tentative d'ingérence, maintenu les restrictions d'installation pour toutes les associations ou ONG étrangères (sauf pour l'urgence, après le tremblement de terre de Bam en 2004 par exemple).

Le financement des ONG iraniennes est principalement issu du gouvernement iranien et des agences de l'ONU. Ces ONG ne sont en outre pas autorisées à recevoir des fonds provenant de gouvernements étrangers. Il est néanmoins juridiquement possible pour les ONG d'accepter des financements des ONG étrangères mais le risque est alors grand pour celles-ci d'être accusées d'espionnage au service d'une entité ennemie. Le programme américain officiel de démocratisation de l'Iran est néanmoins limité par un budget annuel de 75 millions de dollars auquel il faut ajouter le financement de *covert operations* qui seraient conduites par les services secrets américains en direction notamment des minorités ethniques¹¹. Le Département d'Etat américain a décidé, par exemple, le financement de programmes pro-démocratie conduit par 26 organisations basées aux Etats-Unis et en Europe. Les autorités américaines refusent de dévoiler qui sont les bénéficiaires de ces fonds pour des « raisons de sécurité ». Une partie du programme consiste à financer la promotion les échanges entre les populations (*people to people*) afin d'améliorer l'image des Etats-Unis en Iran.

Après les interventions militaires en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), cet aspect de la politique extérieure

Causes of the Color Revolutions », in Journal of Democracy, Volume 19, n°3, juillet 2008, pp. 55-69.

¹⁰ Voir Daniel H. Pink, « Parag Khanna. Embrace the Post-American Age », Wired, octobre 2008, pp. 163-163.

¹¹ Au début de l'année 2006, les Etats-Unis ont décidé d'allouer un budget de 75 millions de dollars à la « démocratisation » de l'Iran autrement dit pour parvenir à un changement de régime. Washington a aussi été accusé par les autorités iraniennes de soutenir des groupes armés baloutches, les Moujahdins du Peuple (MKO) en Iran et d'avoir conduit des opérations avec les forces spéciales en Iran. Voir John Rydqvist, Kristina Zetterlund (editors), *Consequences of Military Action Against Iran*, FOI, Swedish Defense Research Agency, Stockholm, mars 2008, p. 32.

américaine est désormais perçu par l'opinion publique internationale comme une tentative de Washington d'utiliser l'idée démocratique pour justifier des interventions militaires au service de son ambition hégémonique¹². De même, ce programme de démocratisation américain du grand Moyen-Orient¹³ est souvent présenté comme étant à géométrie variable : le double standard occidental se manifeste par exemple dans la contradiction entre le refus des pays occidentaux de reconnaître le résultat des élections démocratiques en Palestine (janvier 2006) et leur soutien à des régimes autocratiques (aide financière américaine au régime de Mubarak, soutien à Ryad...).

¹² Voir Francis Fukuyama, « La chute d'America, Inc », *Le Monde*, 9 octobre 2008.

¹³ Ce projet a été évoqué par le Président Bush pour la première fois en 2003 devant le National Endowment for Democracy.

Dimensions médiatiques et ethniques de la politique iranienne de Washington

Les médias américains en persan

Les médias américains en persan sont les principaux bénéficiaires (avec les *think tanks* et, depuis la fin des années 1990, pour les contacts *people to people*) des fonds pour la démocratisation de l'Iran. Il s'agit de Radio Farda¹⁴, Voice of America (*Sedâ-ye âmericâ*) qui devrait recevoir 20 millions de dollars pour l'année 2008. Par ailleurs, la revue électronique *Gozaar*, créée en 2006, est financée par la Freedom House. Elle a pour objectif la promotion de la démocratie et des droits de l'homme en Iran. Sa ligne éditoriale est d'insister sur les droits des femmes, le droit des minorités ethniques et religieuses, des enfants, des travailleurs mais aussi des étudiants¹⁵. Il existe également des télévisions diffusées par satellite qui sont financées par des personnalités de la diaspora iranienne aux Etats-Unis ou en Suède par exemple. Celles-ci rencontrent néanmoins une audience limitée en Iran à l'exception de Persian Music Channel qui est la première chaîne du satellite que regardent les Iraniens. La principale chaîne diffusant des informations politiques est Voice of America (VOA), son audience est néanmoins difficile à estimer en raison de l'absence de statistiques officielles. Toutefois, on constate que le public de cette chaîne se retrouve plutôt dans la capitale ou dans les grandes villes de province dans lesquelles la population a un accès plus aisé au satellite. En effet, si le prix de la parabole ne constitue pas un obstacle, force est de reconnaître que dans les zones rurales l'accès au satellite est

¹⁴ Pour 2008, le Président américain a demandé 8,1 millions de dollars pour le financement de la radio.

¹⁵ Voir le site de la revue, www.gozaar.com. En persan, *gozaar* signifie « transition ».

compliqué par la pression sociale et le contrôle des autorités¹⁶. Cette chaîne qui a été lancée en 2005-2006 a rencontré un succès significatif bien que limité. Elle permet au citoyen d'accéder à une information alternative aux médias officiels dans leur langue maternelle. En effet, le système de la radio-télévision iranienne est figé depuis l'adoption de la constitution iranienne qui empêche tout acteur privé de lancer une télévision depuis le territoire de la République islamique. C'est l'IRIB qui détient le droit exclusif de diffusion de programmes télévisés. Cette absence de médias indépendants sur les plans politique ou financier devrait renforcer d'autant l'intérêt de la chaîne VOA. Or, l'hypothèse ne se vérifie que partiellement puisque le caractère orienté des informations diffusées ainsi que l'absence de renouvellement des intervenants affaiblit la crédibilité éditoriale de VOA. Enfin, l'intérêt très important accordé aux minorités religieuses et ethniques suscite le désaveu d'une grande partie des citoyens iraniens qui ont en partage un fort sentiment nationaliste. Ce n'est pas le projet de diffusion de Radio Free Europe en langue azérie vers l'Iran qui est susceptible de rassurer les nationalistes iraniens¹⁷... Il semble donc qu'il existe un espace pour d'autres chaînes d'information par satellite en persan ; le lancement en janvier 2009 de la chaîne BBC Persian Service pourrait combler ce vide.

La dimension ethnique

Le rapport entre l'ethnicité et la démocratisation est des plus complexes. La majorité des politologues estiment, par exemple, que la multiplicité ethnique d'un Etat est un obstacle à un système démocratique stable. Or l'inverse est aussi vrai puisque le nationalisme ethnique sous certaines conditions peut être un facteur favorisant l'affirmation d'un système politique démocratique¹⁸. Dans le cas iranien, il semble que la politique

¹⁶ Au début des années 2000, on estimait le nombre d'habitants ayant accès au satellite à 2 millions dont la moitié à Téhéran. Ce chiffre est sans doute en augmentation depuis et cela en dépit des campagnes de confiscations de paraboles qui se sont accélérées depuis l'arrivée au pouvoir du Président Ahmadinejad. Estimation citée par Ali Mohammadi, « Iran and modern media in the age of globalization » in Ali Mohammadi (edited by), *Iran Encountering Globalization. Problems and prospects*, RoutledgeCurzon, Londres/new York, 2003, p. 31.

¹⁷ Voir « Iran: US Government Planning Azeri-Language Broadcasts to Iran », Eurasianet, 10 mars 2008.

¹⁸ Mark R. Beissinger, « A new Look at Ethnicity and Democratization », *Journal of Democracy*, Volume 19, n°3, juillet 2008, p. 85.

extérieure américaine s'inscrit dans le cadre conceptuel de la seconde école de pensée puisque la violation des droits des minorités religieuses et ethniques est un leitmotiv que l'on retrouve dans les discours des autorités américaines sur l'absence de démocratie en Iran. Il semblerait donc que pour Washington le respect et l'affirmation des identités culturelles et religieuses de l'Iran serait un signe de démocratisation de son système politique. A l'inverse, si l'on applique la théorie selon laquelle la multiplicité ethnique est un obstacle à un système politique démocratique stable, on constate que le caractère exclusiviste du nationalisme ethnique revêt un risque pour le maintien de l'intégrité territoriale du pays et donc la stabilité de l'Etat.

Outre la diffusion de programmes radio-télévisés qui traitent extensivement de la question ethnique, le gouvernement américain soutiendrait, selon les autorités iraniennes, des mouvements politiques représentant les minorités ethniques (kurdes, arabes, azéris, baloutches notamment) afin d'affaiblir le système politique de la République islamique. A titre d'illustration, depuis la fin de l'année 2005, l'intensification des troubles dans la province du Sistan-Baloutchistan suscite l'inquiétude du pouvoir central iranien, qui a fait appel à plusieurs reprises à la coopération sécuritaire avec le Pakistan¹⁹ dans sa lutte contre le groupe armé baloutche, Joundollah. Ce mouvement, qualifié de « terroriste », serait, selon les autorités iraniennes, soutenu par les Etats-Unis dans le cadre de la guerre larvée²⁰ contre le développement du programme nucléaire de Téhéran et le renforcement de sa puissance régionale.

Cette tentation stratégique américaine de soutien financier aux minorités ethniques iraniennes en général, et baloutche en particulier, semble cependant contre-productive en raison de la force du nationalisme iranien qui transcende la diversité ethnique du pays²¹. De même, les Etats-Unis sont

19 Voir par exemple, « Iran cautions Pakistan over Jundullah », Press TV, 2 juillet 2008.

²⁰ Un budget de 400 millions de dollars aurait été alloué par l'administration Bush afin de déstabiliser la République islamique par la périphérie. Voir Alain Gresh, "Compte à rebours" in *Manière de voir*, n° 93, juin-juillet 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/mav/93/GRESH/14767> et Seymour M. Hersh, « Preparing the Battlefield », *The New Yorker*, 7 juillet 2008, http://www.newyorker.com/reporting/2008/07/07/080707fa_fact_hersh

²¹ Voir sur cette question Jean-François Bayart, « L'Iran est-il soluble ? », *Note de Terra Nova*, 3 juillet 2008, 8 p. et Keith Crane, Rollie Lal, Jeffrey Martini, *Iran's*

accusés de soutenir les groupes kurdes (PJAK) et d'avoir une lecture orientée du fait ethnique azéri²². En effet, les azéris sont plutôt bien représentés au sein des élites politiques de la République islamique (la plus haute autorité de l'Etat, le Guide suprême Khamenei, est azéri) et ils constituent une partie importante des bazaris qui sont historiquement l'un des principaux soutiens de la République islamique. Il semble donc que toute lecture ethnique du système politique iranien sous-estime la cohésion nationale, fondée sur une identité chiite et iranienne, qui s'inscrit dans le temps long. Lors d'une conférence organisée par des membres du congrès américain, en mars 2008, des « représentants » des minorités ethniques ont fait valoir leurs revendications mais, ceux-ci ne semblaient pas être réellement représentatifs de ces populations²³ ce qui montre la difficulté de Washington à mettre en pratique sa politique d'aide aux minorités ethniques. Toutefois, on peut aussi considérer que ce soutien américain à certains mouvements politiques qui se disent représentatifs de ces minorités est une opération de *realpolitik*. Il s'agirait dans cette hypothèse de rechercher la dislocation d'un Etat qui se présente comme l'ennemi du « régime sioniste » et qui ne reconnaît donc pas l'existence du fait national israélien. Il existe néanmoins aux Etats-Unis une contestation de cette politique de promotion de la démocratie qui s'exprime par la voie de certains représentants du congrès²⁴ ou d'ONG telles que l'American-Iranian Council. Cette stratégie ethnique apparaît *in fine* comme un atout pour les dirigeants de Téhéran, qui peuvent justifier les difficultés à intégrer les minorités ethniques ou les sunnites par l'action d'un Etat étranger. Ces difficultés relèvent pourtant principalement de dynamiques internes.

Le classement par le Trésor américain, en février 2009, du groupe kurde PJAK (une émanation du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan basé en Turquie) sur la liste des organisations terroristes pourrait constituer une prise de conscience par l'administration Obama des effets négatifs produits par la stratégie ethnique mise en œuvre par l'administration Bush. En effet, dans le cas du PJAK, le soutien américain était non seulement un vecteur de renforcement du

Political, Demographic, and Economic Vulnerabilities, RAND Corporation, 2008, pp. 56-57.

²² Voir les travaux de la spécialiste des azéris Brenda Shaffer.

²³ Selon Mohsen Milani cité par Joshua Kucera, « Iran: Is the United States trying to Stir up Discontent among Minority Groups? », *Eurasianet*, 17 mars 2008.

²⁴ Par exemple, Barbara Lee a introduit une loi pour interdire le financement d'opérations clandestines en Iran conduites par la CIA afin de renverser la République islamique. Voir HR 6951 IH, projet de loi déposé le 18 septembre 2008.

nationalisme iranien mais aussi un facteur de tension dans la relation turco-américaine. Cette décision s'inscrit enfin dans le cadre de la politique d'établissement de négociations directes avec les dirigeants de la République islamique de la nouvelle administration américaine²⁵.

²⁵ Voir « Geopolitical Diary : A U.S. Treasury Move Signals to Iran », *Stratfor*, 5 février 2009.

Le développement des contacts entre les deux sociétés

Le développement des échanges directs date de la fin des années 1990. Le Président Khatami propose, en 1998, un accroissement des échanges culturels et universitaires entre les deux pays²⁶. Le Département d'Etat a depuis lors soutenu des échanges irano-américains impliquant plus de 150 universitaires iraniens, athlètes, artistes et professionnels du secteur médical. Lors d'une visite aux Etats-Unis en 2006, des professionnels iraniens du secteur médical ont pu entrer en contact avec, entre autres, le Center for Disease Control ou la Harvard Medical School. S'il existe un risque pour les universitaires iraniens qui coopèrent, sur des questions jugées sensibles par la République islamique²⁷, cela n'empêche pourtant pas le développement des relations académiques dans d'autres domaines (médical, technologique ou scientifique). Ainsi, le corps professoral de l'Université des sciences et techniques Sharif est composé de nombreux professeurs ayant obtenu leur PhD aux Etats-Unis. On estime que plus des deux tiers de chaque promotion partent aux Etats-Unis après avoir été diplômés et Stanford est l'une des destinations privilégiées des étudiants iraniens de l'Université Sharif²⁸.

Toutefois les Memorandum of Understanding (MOU) signés entre les universités iraniennes et américaines rencontrent de nombreux problèmes et, l'existence d'un lien institutionnel ne signifie pas systématiquement que des

²⁶ Voir Steven Erlanger, « U.S. Aides Warm Up to Informal Iran Ties », *New York Times*, 10 janvier 1998.

²⁷ Voir « University Professors Need Permission to Travel. Committee for People Exchange Visits with America », *Roozonline*, 5 janvier 2009, http://www.roozonline.com/english/archives/2009/01/university_professors_need_per.html

²⁸ Lire Ashin Molavi, « The Star Students of the Islamic Republic. Forget Harvard- One of the world's best undergraduate colleges is in Iran », *Newsweek*, 18 août 2008.

échanges soient réellement en cours²⁹. La multiplication des échanges traduit la volonté, de plus en plus forte, des autorités américaines de construire avec l'Iran des relations qui ne soient pas exclusivement des relations diplomatiques informelles. Ainsi, en juillet 2008, le sous-Secrétaire d'Etat William Burns a déclaré : "We are committed to using educational, cultural and sports exchanges to help rebuild bridges between our two societies after 30 years of estrangement".³⁰ Depuis trois ans, les autorités américaines ont ainsi fait le choix d'une nouvelle politique d'attribution des visas en direction des étudiants iraniens qui souhaitent poursuivre leurs études (notamment au niveau du doctorat) aux Etats-Unis. Il y avait, en 2004, selon l'UNESCO, 19 000 étudiants iraniens qui étudiaient à l'étranger dont un peu moins de 3000 aux Etats-Unis³¹.

Cette ouverture américaine s'inscrit dans une stratégie affichée d'affaiblissement scientifique de l'Iran. Mais l'efficacité de cette politique est limitée puisque qu'un nombre significatif d'étudiants font le choix du retour dans leur pays d'origine. Il n'existe pas de statistiques officielles puisque ce sont les institutions iraniennes qui accueillent ces étudiants à la fin de leurs études à l'étranger. Il faut néanmoins distinguer la question du *brain drain* qui relève plus de stratégies individuelles d'étudiants iraniens très compétitifs, de la stratégie américaine d'affaiblissement scientifique de l'Iran, qui est un objectif politique poursuivi dans le cadre de la politique de sanctions visant à contraindre l'Iran à respecter les résolutions du Conseil de sécurité relatives à son programme nucléaire.

Le dialogue religieux est un autre moyen de favoriser les relations *people to people* entre les deux pays. Il s'agit d'une tradition au sein du clergé chiite qui date d'avant la révolution islamique, en réalité à plus de 50 ans. C'est l'Ayatollah Bouroujerdi qui, le premier, a proposé de les développer entre, d'une part, le clergé chiite et les sunnites et, d'autre part, le clergé chiite et les Eglises chrétiennes. Il y a depuis, par exemple, un dialogue annuel entre le Vatican et Qom et de

²⁹ Par exemple, un MOU a été signé, en 2002, entre les Universités de Téhéran et l'Université d'Indiana et celle de Purdue à Indianapolis. La licence nécessaire à la mise en œuvre de ce master commun a été délivrée au bout de 4 ans par l'administration américaine... Aisha Labi, « Growing Isolation Frustrates Iranian Academic. Islamist Rule has seperated Iran from academic and cultural connections in the West », *The Chronical of Higher Education*, 30 juillet 2008.

³⁰ Déclaration citée in "U.S. using sports diplomacy with Iran", UPI, 16 juillet 2008.

³¹ Il semble que le nombre d'étudiants iraniens aux Etats-Unis est très largement supérieur à ce chiffre. Ces statistiques sont citées par Aisha Labi, « Growing Isolation Frustrates Iranian Academic. Islamist Rule has seperated Iran from academic and cultural connections in the West », *op. cit.*

nombreux dialogues sunnites-chiites ont été organisés entre l’Egypte et l’Iran (en dépit des problèmes politiques, le dialogue n’a pas été interrompu). Ahmadinejad a poursuivi cette tradition et l’a notamment mise en œuvre dans le cadre des relations Iran-Etats-Unis. Une première réunion entre des représentants des mennonites et des Quakers, et le Président Ahmadinejad³², s’est déroulée à Téhéran le 24 février 2007. Une seconde a eu lieu lors de la visite d’Ahmadinejad aux Etats-Unis, en septembre 2008, lors de la session annuelle de l’Assemblée générale des Nations unies. Celle-ci a été organisée par la mission de la République islamique auprès des Nations unies en partenariat avec les mennonites, les Quakers et le World Council of Churches sur le thème « Has not one God created us ? The signifiante of religious contributions to peace »³³. Ces réunions semblent facilitées du côté iranien par le travail de l’Institut Imam Khomeiny de l’Ayatollah Mesbah Yazdi. Outre l’organisation de rencontres pour le président Ahmadinejad, l’Institut entretient des liens institutionnels avec de nombreuses communautés chrétiennes dans le monde : une abbaye de Bénédictins ou l’Université d’Innsbruck en Autriche par exemple. Des liens informels sont également développés par l’Institut avec l’Université de Notre Dame aux Etats-Unis. Le cas des mennonites est intéressant puisque ceux-ci ont des activités en Iran depuis le tremblement de terre de 1990 au Gilân et à Zanja. Ils ont aussi un partenariat avec l’Iranian Red Crescent Society depuis 1991.

Les contacts *people to people* se construisent également par le biais de rencontres sportives. Le premier acte de cette diplomatie sportive s’est déroulé dans les coulisses de deux rencontres entre les équipes nationales de football, la première en 1998 à Lyon, et la seconde en Californie en 2000. Puis, en janvier 2007, des lutteurs américains du Colorado sont allés à Bandar Abbas pour participer à un combat avec des lutteurs iraniens à l’invitation de l’ONG Search for Common Ground³⁴. De même, pendant l’été 2008, l’équipe nationale de basket-ball iranienne s’est rendue aux Etats-Unis pour une tournée de matches contre des équipes américaines de la NBA. Cette

³² Voir Michel Vu, “U.S. Ecumenical Group Counters Negative View of Iran”, Christian Post, 27 février 2007 et “Iran President Meets with U.S. Churches Ministers”, AP, 26 février 2007.

³³ Lire à ce sujet la critique du Directeur de l’*Institute of Advanced Theology* (Bard College) et du *Episcopal-Jewish Relations Committee for the Episcopal Diocese of New York*, Bruce Chilton, “Breaking Fast With a Hate-Monger”, www.forward.com, 2 octobre 2008.

³⁴ <http://www.sfcg.org/programmes/iran/pdf/iran.pdf>.

diplomatie sportive permet de créer des canaux de communication entre les deux sociétés. Du point de vue américain, le but principal est de donner une autre image du pays que celle habituellement offerte par les médias officiels de la République islamique. Pour Washington, il n'y a pas de contradiction entre, d'un côté la politique de *regime change* et, de l'autre, le développement des contacts *people to people*. En effet, le *people to people* contribue au développement de l'amitié entre les deux peuples et donc à l'influence américaine qui devrait permettre *in fine* la contagion démocratique. Cette diplomatie sportive peut permettre aux deux pays de repenser leur relation dans un autre contexte et de faciliter les rencontres entre les officiels des deux pays. Mais, celle-ci ne semble pas en mesure de conduire à elle seule à une amélioration des relations politiques bilatérales³⁵.

Ces derniers développements montrent que les autorités américaines ont décidé de renforcer les liens avec le peuple iranien. Cet effort s'accompagne aussi d'une tentative d'amélioration de la communication des autorités américaines en direction de l'opinion publique iranienne. C'est ainsi que la Secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, donne désormais des entretiens aux médias persans afin de « souligner les aspirations du peuple iranien pour un respect plus grand des droits humains et des libertés civiles mais aussi pour un gouvernement plus démocratique et plus ouvert »³⁶. Cette stratégie des autorités américaines de communiquer directement avec le peuple iranien suscite néanmoins la réprobation de Téhéran, qui estime qu'il s'agit ici d'une ingérence dans les affaires intérieures de la République islamique, et donc d'une violation des accords d'Alger de 1981. Enfin, ce développement des contacts *people to people* peut permettre une amélioration de l'image qu'a chacune des sociétés de l'autre mais ne peut en aucun cas être le facteur principal du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays.

³⁵ Voir sur cette question, H. E. Chehabi, « Sport Diplomacy between the United States and Iran », *Diplomacy and Statecraft*, Vol. 12, n°1, mars 2001, p. 103.

³⁶ Déclarations de R. Nicholas Burns, Under Secretary for Political Affairs, Testimony Before the Senate Foreign Relations Committee, Washington DC, 29 mars 2007.

Conclusion

Si l'idée démocratique en Iran a une histoire ancienne – l'Iran a par exemple été le premier Etat de la région à se doter d'une constitution à la suite de la révolution constitutionnelle (1905-1911), il semble que les interventions américaines visant à influencer sur l'évolution démocratique du pays sont contre-productives. L'action des Etats-Unis n'est néanmoins qu'un facteur secondaire dans la régression démocratique que traverse actuellement l'Iran. Celle-ci est en effet essentiellement le fait d'une dynamique politique interne mêlant populisme et confusion entre le politique et le religieux notamment dans la sphère juridique. Le résultat a été une répression accrue des mouvements sociaux, qu'il s'agisse des femmes, des minorités ethniques, des étudiants ou des intellectuels³⁷. Cette répression s'est traduite par un affaiblissement de la société civile et de nouvelles restrictions dans le développement d'un débat politique pluraliste.

Si la question de la démocratisation en Iran est donc plus liée à la réformabilité de son système politique³⁸ qu'à la question de l'ingérence démocratique américaine, il n'en reste pas moins que cette stratégie américaine a un résultat contraire aux objectifs qu'elle prétend atteindre. Enfin, on ne peut que s'inquiéter de l'évocation par Washington de la nature du régime politique iranien pour justifier une intervention militaire contre les installations nucléaires de Téhéran. Celle-ci aurait en effet pour conséquence principale de renforcer le système politique de la République islamique et la conviction au sein des opinions publiques de la région qu'il existe toujours un double standard démocratique dans la mise en œuvre des diplomaties occidentales en général et américaine en particulier. A cet égard, la mise en œuvre d'une nouvelle politique iranienne par l'Administration Obama pourrait donner une plus grande crédibilité à la politique des Etats occidentaux dans la région.

³⁷ Voir Farhad Khosrokhavar, « La répression des mouvements sociaux en Iran », *Etudes*, tome 408, 2008, pp. 729-740.

³⁸ Voir Mohammad Reza Djalili, *L'illusion réformiste*, Presses de sciences po, Paris, 2001, 125 p.